



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS  
Site : <http://www.sitecommunistes.org>  
Hebdo : [communistes-hebdo@sitecommunistes.org](mailto:communistes-hebdo@sitecommunistes.org)  
Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

12/11/2023

## ***Les profits augmentent : Ce sont les travailleurs et le peuple qui trinquent !***

### **Tout pour les patrons!**

Alors que la consommation des ménages est en berne, le CAC 40 a enregistré au premier semestre 2023 des profits sans précédent, frôlant les 80 milliards d'euros. Le capital en veut encore plus. Le plan national de relance et de résilience (PNRR) de la France constitue un des volets de «*FranceRelance*», une stratégie adoptée par la France à l'échelon national pour donner aux multinationales 100 milliards d'euros soit 4,1 % du produit intérieur brut (PIB) de la France: un hold-up. Cette mise en œuvre du PNRR de la France bénéficie d'un soutien financier de l'Union Européenne à hauteur de 39,4 milliards d'euros sous forme de subventions. La France va recevoir une nouvelle tranche de 10,3 milliards d'euros de subventions. Allant directement dans la poche des entreprises au prétexte de "décarbonation" du secteur industriel et pour 430.000 aides à l'embauche versées pour les contrats d'apprentissage et de professionnalisation. Après les réformes du RSA et du lycée professionnel, le gouvernement offre ainsi une main d'œuvre presque gratuite et façonnée aux besoins du patronat. Aller encore plus loin dans les cadeaux. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, et Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des PME et du Commerce ont lancé cette semaine les «*Rencontres de la simplification* ». Cette initiative vise à recueillir les avis des chefs d'entreprise «*pour faciliter, améliorer, simplifier leur vie dans la compréhension des normes, dans leurs relations avec les administrations, dans leurs démarches du quotidien* ». Les fédérations professionnelles ont jusqu'au 29 décembre pour faire parvenir leurs propositions de simplification sur les normes environnementales, européennes, économiques, sociales, les relations avec les administrations, les fournisseurs, les banques et les assurances... En bref faire sauter tout ce qui entrave la marche aux profits, à l'exploitation pour gagner des points de compétitivité.

La casse de l'assurance chômage constitue un autre volet de l'offensive qui vise non seulement les chômeurs mais l'ensemble du monde du travail. La hausse du chômage se poursuit depuis le début de l'année 2023. Au troisième trimestre, le taux de chômage a augmenté de 0,2 point, à 7,4% de la population active. Il s'agit de la deuxième hausse trimestrielle de suite. Le nombre de demandeurs d'emplois augmente de 64.000 par rapport au trimestre précédent. Ces chiffres révèlent une tendance de fond, d'autant que le nombre de chômeurs en France est sous-évalué, puisque sont exclus les personnes radiées par Pôle Emploi toujours sans emploi. 58.100 personnes supprimées des listes pour faire baisser artificiellement les chiffres du chômage ; le gouvernement a fait passer en force sa réforme de l'assurance chômage réduisant la durée d'indemnisation de 25 %, les contrôles ont été multipliés et sont en augmentation de 25%.

### **Ce sont les salariés et le peuple qui trinquent**

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), dans le journal *La Tribune*, note : «*une phase de début d'inversion de la courbe du chômage dans le mauvais sens* » en raison du ralentissement de l'économie française et mondiale. Au cours du troisième trimestre 2023, le PIB a diminué de 0,1% dans la zone euro, indique l'agence européenne *Eurostat*.

\*la Banque de France indique que les défaillances d'entreprises continuent de croître en octobre,. Elles concernent 52.695 entreprises sur un an. Les plans des licenciements et de fermetures de site fleurissent comme chez Nokia ou Renault...

\*Les réservations de logements neufs continuent de chuter, au troisième trimestre 2023, seul 16.200 logements neufs ont été réservés par des particuliers. Cela représente une baisse conséquente : - 12,1 % par rapport au trimestre précédent c'est le sixième trimestre consécutif. La chute cumulée sur un an atteint désormais 40%.

\*La consommation a chuté de plus de 11 % sur les six premiers mois de l'année d'après l'Insee et pour Noël, les Français prévoient de dépenser moins en 2023 révèle une enquête de la fédération de l'e-commerce et de la vente

à distance. Touchés par les effets de l'inflation 83% des sondés vont se serrer la ceinture, 34% envisagent de revendre sur l'Internet les cadeaux reçus dont 15% pour se créer un complément de revenu et ce, même si les cadeaux leur conviennent ! Ce que confirme l'économiste Eric Berr, "*les salaires réels ont baissé de 2 % en 2022 et vont continuer à baisser*", prévoit le chercheur, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur la demande sur le long terme.

\*Sur un an, les prix à la consommation augmentent de 4% en octobre 2023, contre + 4,9 % en septembre. La France est aujourd'hui en tête de l'inflation en ce qui concerne les produits alimentaires, avec une augmentation des prix cumulés de 17,9% entre janvier 2022 et août 2023, les privations atteignent des niveaux records. Selon le dernier baromètre publié par le Secours Populaire, une personne sur trois n'est aujourd'hui plus en capacité de faire trois repas par jours, tandis qu'un autre rapport de l'INSEE, confirme l'augmentation de la pauvreté et des inégalités en France. En 2021, le taux de pauvreté a ainsi augmenté de 0,9 point, passant de 13,6 à 14,5 %, à l'inverse, le niveau de vie des plus aisés a lui aussi augmenté. (voir résumé éco-social)

Face à une telle offensive et alors que le chômage augmente, les directions syndicales de la CFDT, de la CFTC et de Force Ouvrière ont signé avec le MEDEF pour baisser l'indemnisation des chômeurs et faire de nouveaux cadeaux au patronat actant la régression sociale pour des profits qui atteignent déjà des records. Nous devons imposer un véritable plan de lutte et porter des revendications pour le retrait des réformes des retraites, du RSA, du lycée professionnel... mais aussi pour les augmentations des salaires, des retraites et des pensions pour toutes et tous. Une politique qui ne pourra être imposée que par la lutte de plus en plus forte. Il faut rompre ce "*dialogue social*" pour s'attaquer frontalement au grand patronat et à ses faramineux profits.

### **La répression pour empêcher les luttes**

L'offensive du pouvoir et du patronat se poursuit sans relâche. Des interdictions de manifester aux « *enquêtes pour apologie du terrorisme* » en passant par les menaces de dissolution ou l'arrestation et l'expulsion de militantes comme Mariam Abu-Daqq, à la répression brutale de celles et ceux qui soutiennent la lutte du peuple palestinien.

L'objectif est clair: profiter de la situation pour avancer dans les attaques autoritaires contre le mouvement social et le mouvement ouvrier, dans la continuité du durcissement, alors que la misère sociale continue de s'approfondir dans le pays. Des offensives à l'image du projet xénophobe de loi immigration récemment adopté au Sénat dans une version durcie par la droite et l'extrême droite. Dans cette situation il y a besoin d'une riposte d'ampleur contre l'offensive d'Israël en Palestine, mais également contre les attaques du gouvernement et du patronat. Cette semaine :

\*À Bordeaux, le procureur a requis 18 mois de prison avec sursis et une amende de 5.000 euros contre deux énergéticiens, Christophe et Alex, deux responsables syndicaux de la CGT Énergie 33 pour fait de grève : nous exigeons leur relaxe !

\*À Toulouse, quatre syndicats sont condamnés ensemble à payer 15.000 euros (dont 10.000 euros d'amende et 5.000 euros de frais de justice) pour le « blocage de deux entrepôts de bus et tramway les 30 et 31 mai 2023 ». la justice a donné raison à la direction, rappelant son caractère de classe, du côté des patrons.

Cette décision fait suite à un mouvement de grève historique avec une mobilisation massive 80% de grévistes et le métro à l'arrêt pour la première fois depuis sa création pour défendre la clause de sauvegarde, mesure qui permettait une forme d'indexation des salaires sur l'inflation chez Tisséo.

\*Le secrétaire général de l'Union Locale CGT de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle a reçu une convocation pour un entretien préalable pouvant aller jusqu'au licenciement, de la part de Transdev. Une tentative d'intimidation alors qu'un mouvement de grève traverse l'entreprise depuis plusieurs mois.

La solidarité avec la Palestine est un levier pour s'opposer au massacre en cours, contre le génocide, pour la fin de la situation coloniale en Palestine mais également pour bâtir un front large contre les attaques du patronat et du gouvernement.

La seule voie possible est celle de la lutte des classes pour faire reculer le pouvoir et le patronat et d'exiger tout de suite des augmentations de salaire et des pensions en mettant sur pied un véritable plan de bataille interprofessionnel dont la puissance enracinée dans les luttes d'entreprises et locales doit mener à un affrontement puissant contre la politique du capital, s'organiser dans une lutte anticapitaliste et révolutionnaire !